

L'Espagne grande ouverte à l'immigration de masse : les agriculteurs français vont se faire « niker »

écrit par Jean-Paul Saint-Marc | 26 juillet 2018



Illustration : ces migrants viennent de forcer la barrière à Ceuta...

L'Espagne, nouvelle porte grande ouverte européenne à l'immigration de masse !

Depuis l'avènement de Pedro Sanchez à la tête de l'Espagne, l'Espagne ouvre tout grand ses ports à l'immigration africaine massive !

Elle n'a plus qu'à faire sauter les barrières entre le Maroc, Ceuta et Melillia !

Bien sûr Bruxelles encourage l'Espagne à accueillir encore plus, proposant 6000€ par migrant en ouvrant des centres

contrôlés pour identifier, soigner, accueillir en somme toujours plus de musulmans ! Très vite, cela sera un marché de dupe pour l'Espagne, les Marocains suffisant amplement à la main d'oeuvre agricole, à moins qu'à coût encore plus bas... Bon, vrai que les oranges, les pomélos, les melons ne sont pas estampillés Nike, mais les agriculteurs français risquent bien de se faire « niker » à l'occasion, comme si la situation actuelle ne suffisait pas ! D'autre part les accords entre le Maroc et l'Espagne concernant la main d'oeuvre saisonnière risquent avoir du plomb dans l'aile !

Espagne, Bruxelles propose des incitations financières

Le Parisien avec AFP|24 juillet 2018.



Ces hommes se reposent dans le port de Tarifa, tout au sud de l'Espagne qu'ils ont atteint après avoir été secourus. REUTERS/Jon Nazca.

La Commission européenne tente de donner corps aux conclusions d'un sommet organisé fin juin.

Alors que le [gouvernement populiste italien refuse l'accès de ses ports aux ONG](#) qui ont recueilli des migrants, l'Espagne devient une des rares portes d'entrée entrouverte sur l'Europe. Les services de secours espagnols ont annoncé mardi avoir secouru en une seule journée en Méditerranée près de 500 migrants à bord de 30 embarcations de fortune.

Selon un décompte de l'[Organisation internationale pour les migrations](#) (OIM) en date du 18 juillet, 18 653 migrants sont arrivés en Espagne par mer depuis le début de l'année. Au moins 294 migrants sont morts.

A la mi-juin, l'Espagne avait accepté d'accueillir 630 migrants arrivés à bord de trois navires, [dont le bateau humanitaire « Aquarius »](#), auquel l'Italie et Malte avaient refusé l'accès.

Pour convaincre les Etats membres d'installer sur leur sol des « centres », pour y identifier rapidement les migrants secourus en mer, et de partager leur prise en charge comme l'exige l'Italie, la Commission européenne a proposé mardi une série d'incitations financières.

6 000 euros pour l'accueil d'un réfugié.

L'exécutif européen suggère d'accorder aux Etats membres volontaires un « soutien financier total pour couvrir les coûts d'infrastructures et de fonctionnement » pour créer des « centres contrôlés », où devraient être distingués demandeurs d'asile légitimes et migrants économiques à expulser.

Quant aux pays qui seraient prêts à accueillir des demandeurs d'asile sur leur sol à partir de ces centres, la Commission propose une aide tirée du budget de l'UE, qui atteindrait 6 000 € par personne transférée, soit la même somme que celle qui était attribuée dans le cadre du plan de « relocalisation » en vigueur entre 2015 et 2017, dont [le caractère obligatoire avait profondément divisé les pays de l'UE](#).

L'Italie ne veut pas « d'aumône ».

« Sur la durée, un demandeur d'asile coûte à l'Italie entre 40 000 et 50 000 euros. Donc son aumône, Bruxelles peut se la garder [...]. S'ils veulent donner de l'argent à d'autres, qu'ils le fassent, mais les Italiens ne demandent pas l'aumône* », a répliqué le ministre de l'Intérieur italien d'extrême droite Matteo Salvini.

** : mais accepterait-elle à 50 000€ ?*

Les suggestions de l'exécutif européen tentent de donner corps aux conclusions d'un sommet européen organisé fin juin. Les dirigeants des 28 y avaient proposé l'établissement de ces « centres contrôlés » et de « plateformes de débarquement » des migrants secourus en mer.

LIRE AUSSI >[Accord européen sur les migrants : ce qu'il faut en retenir](#)

Encourager les pays tiers.

« Tous les Etats côtiers de la Méditerranée devraient être encouragés à établir des zones de recherche et de sauvetage et des centres de coordination du sauvetage maritime », estime la Commission européenne. Elle évoque aussi prudemment des « dispositions de débarquement » à mettre en place avec les pays tiers volontaires, en étroite coopération avec le Haut-Commissariat aux réfugiés de l'ONU (HCR).

Il n'est pas question de « détention, ni de camps » à installer dans les pays tiers, mais de « dispositions » pour assurer des « débarquements sûrs et ordonnés », insiste Bruxelles*.

** : là Bruxelles se met le doigt dans l'œil, ou alors il va falloir raquer sérieusement !*

LIRE AUSSI >[Centres de migrants hors UE : qu'est-ce que les Européens ont en tête ?](#)

La balle est désormais dans les camps des Etats membres pour prendre des décisions. Une réunion est prévue le 30 juillet à Genève avec le HCR* et l'OIM* pour évoquer les débarquements de migrants hors d'Europe.

* : avec de tels organismes ou ONG, on est mal barrés !

<http://www.leparisien.fr/societe/migrants-500-personnes-secourues-en-espagne-bruxelles-propose-des-incitations-financieres-24-07-2018-7832223.php>

Le passage par le Maroc, plus douteux par l'Algérie, risque de remplacer la Libye... et le désert mauritanien l'algéro-libyen histoire que les cadavres en enrichissent le sable et les pierres !

Et surtout que les migrants ne maudissent pas Allah, la Mauritanie vient de durcir considérablement sa loi sur l'apostasie et le blasphème : peine de mort même si repentance, bien sûr avec une petite protestation de l'ONU pour la forme ! A la rigueur, avec un peu de chance, ils auront droit à tâter d'un esclavage traditionnel qui n'a

jamais quitté réellement le pays, même sous mandat français !
<http://afrique.le360.ma/mauritanie/societe/2018/04/30/20670-mauritanie-la-peine-de-mort-meme-pour-les-apostats-repentis-20670>